

Nous avons demandé avec insistance à ce gouvernement et aux libéraux avant lui de donner à VIA Rail les ressources nécessaires pour avoir un équipement réellement moderne pour la prochaine décennie et au-delà, mais ils ont fait la sourde oreille.

Pourtant, cela n'est peut-être pas si surprenant. De la part d'un gouvernement qui a laissé tomber les trains de voyageurs, c'est parfaitement logique.

* * *

[Français]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière): Monsieur le Président, alors qu'on se retrouve à près de deux mois de l'entrée en vigueur de la TPS, le milieu des affaires et les Canadiens ne savent toujours pas à quoi s'en tenir, quant à la taxe sur les produits et services.

Le Sénat libéral et Jean Chrétien continuent de prendre le gouvernement en otage et bafouer la démocratie avec comme conséquence de créer un climat d'instabilité chez nos gens d'affaires et la population en général. Entre autres, 7 millions de Canadiens attendent de savoir s'ils recevront leurs chèques avant Noël pour compenser certains effets de la TPS, représentant ainsi quelque 600 millions de dollars, dont malheureusement on ne sait toujours pas s'ils pourront être versés à temps pour Noël.

Monsieur le Président, devant tant d'abus de pouvoir, souhaitons à tout le moins que les gens de Beauséjour saisissent le mauvais séjour que leur réserve Jean Chrétien, s'il les représente ici à Ottawa.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Cet automne, malgré l'économie en récession, malgré les milliers de travailleurs qui perdent leur emploi par suite des fermetures d'usines quasi hebdomadaires, malgré le fait que des milliers de Canadiens souffrent de la politique de taux d'intérêt élevés et de hausse du dollar, le premier ministre a dit qu'il ne convoquerait pas une conférence des premiers ministres sur l'économie.

Questions orales

Je voudrais demander ceci au vice-premier ministre: le gouvernement ne montrera-t-il pas du leadership à cet égard, pour une fois? Va-t-il immédiatement annoncer une conférence des premiers ministres sur l'économie ou bien n'est-il pas disposé à le faire parce qu'il craint de faire face à la réalité de sa propre incurie économique?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, en ce moment, le premier ministre se trouve dans l'ouest du Canada pour parler aux gens de notre politique et des questions qui se posent et pour défendre les réalisations du gouvernement. Il n'agit sûrement pas en personne qui a peur de faire face à des problèmes très difficiles.

Comme le député le sait, si l'Accord du lac Meech avait été adopté, un processus permanent aurait été mis en place en ce qui concerne ces conférences. Malheureusement, avec l'échec de l'accord, il n'a pas été possible de mettre en oeuvre ces dispositions.

Je peux cependant dire à mon honorable ami que des consultations complètes ont actuellement lieu sous les auspices du ministre des Finances. Il doit tenir des réunions avec les ministres des Finances des provinces, puis s'entretiendra avec les ministres du Travail et d'autres importants représentants de l'économie canadienne, dans le cadre du processus d'établissement du budget. Il serait certes prématuré en ce moment particulier de convoquer une conférence, compte tenu du processus qui est déjà en marche.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, au moment où notre pays a besoin d'un leader, le vice-premier ministre confirme que, une fois encore, le premier ministre se soustrait à ses responsabilités.

[Français]

Monsieur le Président, le vice-premier ministre sait très bien que ce genre de conférences avait lieu très souvent dans le passé, et que ce n'est pas seulement à cause de l'Accord du lac Meech que l'on aura le droit de convoquer de telles conférences. Alors, je demande encore une fois au vice-premier ministre pourquoi, en cette période de récession, le gouvernement n'est-il pas prêt à convoquer une conférence immédiate des premiers ministres provinciaux et du premier ministre du Canada sur l'économie? On a grandement besoin d'une telle conférence.

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, il n'est sans doute pas faux de dire